



**Le Japon en mal
de reconnaissance internationale.
Victoires militaires et paix ratées,
1895-1923**

Dominic Roy

**No. 005
2015|06**

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
INTERNATIONALES



Université 
de Montréal

Le Japon en mal de reconnaissance internationale. Victoires militaires et paix ratées, 1895-1923

Dominic Roy¹

Résumé

À la fin du 19^e siècle, le Japon inaugure une politique expansionniste qu'il mène avec succès contre la Chine, puis la Russie et enfin l'Allemagne. De 1895 à 1923, les forces armées japonaises cumulent les victoires militaires impressionnantes et indéniables. Contre toute attente, cependant, Tokyo peine à convertir ces triomphes en un capital politique qui lui assurerait le statut de puissance tant convoité et une paix durable, proche de l'hégémonie régionale. Pour expliquer cet échec politique, il n'est pas à regarder vers la mise en œuvre de guerres de revanche menées par les vaincus. Ce sont plutôt étonnamment des puissances étrangères au conflit qui viennent brimer les aspirations stratégiques du Japon. Parce qu'ils sont inquiets des impacts de la montée en puissance du Japon, des pays neutres comme des nations alliées à Tokyo font obstacles à la pleine exploitation des victoires. Mêlant menaces militaires et manœuvres diplomatiques, certains pays européens et les États-Unis réussissent à contrer les ambitions impériales japonaises, à refuser l'obtention du statut de puissance et à contester la reconnaissance de l'égalité raciale. Par le biais d'une analyse du premier impérialisme japonais, notre étude veut démontrer que l'intervention d'une tierce partie, non impliquée dans la guerre, peut obliger le vainqueur à reconsidérer comment il compte profiter de ses tributs de guerre. Pour qu'un traité de paix soit durable, celui-ci ne peut prendre naissance sans égard du contexte général, sans égard des intérêts des principaux acteurs internationaux de l'époque.

Abstract

By the end of the 19th Century, Japan began a successful imperialistic policy against China, Russia, and Germany. From 1895 to 1923, the Japanese military forces achieved impressive and undeniable military victories. Unfortunately, Tokyo was unable to turn these triumphs into a political asset that could give Japan the power status the government wanted, as well as a solid and lasting peace through regional hegemony. Using military threats and diplomatic maneuvers, some European nations and the United States successfully prevented the realization of Japanese imperialistic ambitions, refused to recognize its power status and emphasizing European superiority by reinforcing racial inequality. Through an analysis of Japan's

¹ Professeur de relations internationales au Collège Jean-de-Brébeuf et auteur, entre autres, de *La mutation stratégique du Japon 1945-2010. Succès et mérites de l'approche adaptative*, Presses de l'Université Laval, 2010.

first imperialist ambitions, this paper attempts to show how a third party, not involved in the war, can force the victor to reconsider how to profit from his war tributes. Ultimately, this study emphasizes the importance of the greater context, including the interests of the main international actors of the time, to making a peace treaty last.

Citation

Roy, D. (2015). Le Japon en mal de reconnaissance internationale. Victoires militaires et paix ratées, 1895| 1923. *Cahier du CÉRIUM Working Paper No5*. Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal.

Introduction

Après un début peu convaincant à Taiwan et en Corée, au milieu des années 1870, Tokyo engage ses forces armées sur la scène régionale afin d’y améliorer sa position en établissant les bases d’une politique expansionniste. Pour s’assurer de la réussite du projet, une modernisation militaire est entreprise, terrestre autant que navale. Derrière, l’enjeu est fondamental : il s’agit d’obtenir l’égalité raciale et la reconnaissance du statut de puissance par les autres grandes nations de l’époque. Les espoirs semblent au demeurant bien fondés puisque les forces armées nipponnes cumulent les victoires impressionnantes, d’abord contre la Chine en 1895, puis contre la Russie en 1905. Or, en dépit de ces victoires militaires incontestables, Tokyo connaît déception et humiliation sur la scène diplomatique. Même sa participation à la Première Guerre mondiale aux côtés des Alliés ne pourra lui permettre d’exploiter pleinement sa victoire.

Au vu de l’importance des victoires acquises, il est difficile de concevoir que Tokyo n’ait pas réussi à imposer ses propres termes de paix. Plus étonnant encore, ce ne sont pas les vaincus de 1895 ou de 1905 qui se sont objectés farouchement aux termes de la paix et qui dès lors ont terni la terminaison de la guerre. Ce sont plutôt des acteurs influents de la scène internationale non impliqués dans la guerre qui ont privé le Japon de son occasion de profiter de sa victoire militaire et de recevoir les précieux tributs de guerre. La déception japonaise est donc due à l’intervention de tierces parties qui se sont affairées à bien faire comprendre à Tokyo qu’une exploitation sans gêne (et exagérée) de sa victoire allait avoir pour incidence de l’ostraciser.

Au travers le cas d’analyse fort surprenant que nous offre les débuts «réussis» de l’impérialisme japonais, nous avons pour objectif de souligner une contrainte souvent négligée qui pèse pourtant lourdement sur les ambitions illimitées du vainqueur. Pour qu’un traité de paix soit durable, celui-ci ne peut prendre naissance sans égard du contexte général. Notamment, le projet de paix doit éviter

d'incommoder les acteurs internationaux et doit satisfaire le minimum de leurs exigences. Si les droits ou les intérêts suprêmes d'une partie étrangère à la guerre sont bafoués ou que la communauté internationale suspecte la paix nouvelle d'être porteuse de menaces pour la stabilité, alors la contestation ne tardera pas à survenir. En raison d'opposition idéologique ou pour des considérations d'ordre matériel – par exemple, l'impossibilité de jouir d'une ressource (comme le pétrole) ou d'un territoire – des membres de la communauté internationale peuvent ainsi battre rappel diplomatique des termes d'une paix négociée parce qu'ils estiment que l'exploitation de la victoire et de la paix par le vainqueur brimerait leurs droits. Bien évidemment, il est sous-entendu qu'il s'agit ici de puissances internationales de poids; un État de stature négligeable aurait peine à influencer (seul) le cours des choses.

Ultimement, un refus de la communauté internationale de reconnaître la légitimité de l'ensemble des gains du vainqueur peut reporter ou interdire les dividendes de la guerre. Si le vainqueur d'une guerre convient – et ce, en partie contre son gré – qu'il doit faire preuve de modération et œuvrer à la réinsertion du vaincu dans le concert des nations pour assurer durablement les fruits de sa victoire, il considère en revanche comme une aberration la possibilité qu'une tierce partie non impliquée puisse avoir son mot à dire sur l'entente qui met fin à l'état d'hostilité et même qu'elle puisse ultimement rejeter celle-ci. En d'autres termes, s'il est admis que la pérennité de la paix repose sur la réinsertion du vaincu au sein du concert des nations, il est aussi essentiel que le vainqueur ménage son image auprès de la communauté internationale. Or, l'exigence de respecter les «autres» apparaît comme un obstacle à l'opiniâtreté et au droit du vainqueur à profiter entièrement de sa victoire. Pourtant, des exemples historiques démontrent que dans les occasions où le vainqueur a fait peu de cas des inquiétudes et objections exprimées par la communauté internationale, l'exploitation de la victoire est devenue difficile, voire impossible. Bien qu'elle soit rare, une intervention par une tierce partie, non

impliquée dans la guerre, peut ainsi obliger le vainqueur à reconsidérer comment il compte profiter de ses tributs de guerre.

Le cas du Japon et de ses premières expériences impérialistes à la fin du 19e siècle et au début du 20e siècle est fort révélateur du poids que peut avoir la communauté internationale sur l'issue d'un conflit.

La guerre sino-japonaise, 1894-1895

Objet de rivalité entre la Chine et le Japon, la Corée connaît au cours des années 1880 une situation instable alimentée par des mouvements autonomistes qui mettent en péril l'autorité de Séoul. Prenant prétexte de ces troubles, Beijing et Tokyo dépêchent des militaires sur place afin de protéger leurs intérêts et ressortissants. Ce faisant, la présence des troupes alimente la tension sino-japonaise. Pour autant, du côté chinois les autorités restent prudentes et appréhendent les effets d'une guerre. Pour certains, la Chine aurait peu à gagner d'une guerre contre le Japon, même si celle-ci devait se conclure par une victoire chinoise. Certes, la défaite de Tokyo réduirait l'influence japonaise dans les affaires coréennes; par contre, épuisée par les combats, la Chine ne pourrait contrer la percée russe en Corée et en Mandchourie. C'est pour prévenir un tel scénario que Beijing opte pour la négociation et l'arbitrage.² Tout au contraire, le Japon refuse la négociation, se prépare à la guerre et espère celle-ci autant pour des raisons politiques que pour des considérations militaires. Politiquement, une victoire confirmerait l'ascendant régional du Japon. Militairement, ce conflit permettrait à Tokyo de tester l'efficacité des réformes récemment apportées à ses forces armées. Ajoutons que, au vu du développement des activités russes dans la région, notamment la construction du chemin de fer transsibérien au début des années 1890 avec son prolongement projeté en Mandchourie méridionale, les opérations militaires japonaises menées

² Allen Fung, «Testing the Self-Strengthening: The Chinese Army in the Sino-Japanese War of 1894-1895», *Modern Asian Studies*, volume 30, numéro 4, 1996, p.1010-1012.

contre la Chine laissent l'impression d'être une initiative préventive en préparation à une confrontation contre la Russie.³

Après un débarquement de renforts militaires sur la péninsule coréenne à l'été 1894, la facile et rapide progression japonaise entraîne la déroute chinoise. En septembre, la Première Armée de Yamagata Aritomo occupe Pyongyang alors que les forces chinoises retraitent plus au nord. Pour sa part, la Seconde Armée de Ōyama Iwao a pour mission l'invasion de la péninsule du Liaodong. En octobre, le débarquement s'effectue à quelque 150 kilomètres au nord de Port Arthur, puis en novembre la forteresse chinoise qui protégeait l'embouchure du golfe de Bohai tombe aux mains des forces japonaises. Début de 1895, la Première Armée de Yamagata pénètre en Mandchourie et progresse en direction de Beijing.⁴ Sur mer, la flotte impériale déclassé littéralement la marine chinoise et établit une interdiction maritime qui assure le débarquement des forces japonaises en toute sécurité.

Au même moment où la progression lente mais certaine s'effectue en Mandchourie, la Seconde Armée est divisée afin qu'un contingent composé des Deuxième et Sixième divisions et confié au commandement de Ōyama soit affecté à la prise de la base navale de Weihaiwei sur la péninsule du Shandong (la côte ouest de la mer Jaune). Conçue à l'origine comme une mesure défensive afin d'éviter l'arrivée de renforts chinois en sol coréen, l'opération se transforme rapidement en une mission de destruction de la flotte de Beiyang qui mouille à Weihaiwei depuis son évacuation de Port Arthur en novembre. Sur le plan stratégique, une réussite japonaise sur le Shandong assurerait à la marine impériale nipponne une domination en Extrême-Orient.⁵ Victime d'un patent manque de coordination entre

³ Seung-young Kim, «Russo-Japanese Rivalry over Korean Buffer at the Beginning of the 20th Century and its Implications», *Diplomacy and Statecraft*, numéro 16, 2005, p.621.

⁴ Edward J. Drea, *Japan's Imperial Army. Its Rise and Fall, 1853-1945*, Lawrence, University Press of Kansas, 2009, p.81-83.

⁵ S.C.M. Paine, «The First Sino-Japanese War. Japanese Destruction of the Beiyang Fleet, 1894-95», dans Bruce E. Elleman et S.C.M. Paine (dir.), *Naval Blockades and Seapower. Strategies and Counter-strategies, 1805-2005*, New York, Routledge, 2006, p.73.

les deux branches armées chinoises, la base est abandonnée en février 1895 alors que l'Armée refuse de se sacrifier et quitte les lieux sans avoir sérieusement engagé le combat. Pour sa part, l'amiral Ding Ruchang, incapable d'évacuer ses navires de la trappe japonaise consent à délaissier ses bâtiments sur place plutôt que de saborder sa flotte.⁶ Résultat : la marine japonaise récupère dix navires de gros calibre. S'il était évalué à l'époque que des deux branches armées chinoises seule la marine avait des chances de remporter les hostilités, il faut bien convenir à la banqueroute totale.

Malgré certaines déficiences dans le domaine de la logistique, les forces armées japonaises ont largement prévalu. Les résolutions adoptées à la Diète au début de l'année 1895 empêchent d'ailleurs le cabinet de pratiquer envers la Chine tout compromis et réitèrent la détermination de la chambre à supporter le gouvernement jusqu'à l'obtention d'une victoire complète.⁷ Les militaires en uniforme, autant ceux de l'Armée que de la Marine, exigent du cabinet qu'il réclame ce qu'ils estiment être les fruits légitimes de leurs opérations militaires. En revanche, cet enthousiasme n'est pas partagé par les civils de l'exécutif. Le premier ministre Ito et le ministre des Affaires étrangères Mutsu appréhendent l'intervention d'une tierce puissance en cas d'une continuation exagérée des hostilités et d'abus de la victoire. En avril 1895, représentants japonais et chinois se rencontrent pour établir les conditions de paix à la défaite chinoise. Le 17 avril, par le traité de Shimonoseki, la Chine reconnaît les droits japonais en Corée, cède l'île de Taiwan, consent à verser 930 millions de francs-or en guise d'indemnités de guerre et abandonne ses droits sur la péninsule du Liaodong. À bien des égards, les tributs de guerre sont donc à la mesure du succès militaire.

Moins d'une semaine après la signature du traité de Shimonoseki, l'humiliation diplomatique vient cependant ternir le triomphe militaire. Devant l'apparente

⁶ Paine, «The First Sino-Japanese War», p.77.

⁷ Tatsuji Takeuchi, *War and Diplomacy in the Japanese Empire*, Chicago, University Press of Chicago, 1935, p.113.

facilité avec laquelle le Japon est venu à bout de la Chine, les puissances européennes sont stupéfaites. Inquiétées par les récents succès japonais et incommodées de la prise de contrôle possible de la péninsule du Liaodong (sur l'extrémité sud-ouest de la Mandchourie), la Russie et l'Allemagne battent rappel diplomatique de l'entente sino-japonaise le 23 avril, une offensive appuyée par la France. Pour Berlin, l'appel à une clémence offerte à la Chine aurait pour effet d'assurer la position russe en Extrême-Orient. Inquiétée par les récentes manœuvres diplomatiques russes en Europe – un regain appuyé par la signature de l'alliance avec Paris en 1894 –, l'Allemagne de Guillaume II souhaite déporter l'attention de Saint-Pétersbourg vers l'Extrême-Orient. Advenant la réussite de l'entreprise, il est espéré que Saint-Pétersbourg accorde moins d'intérêts aux Balkans, ce qui soulagerait l'Allemagne sur ses frontières orientales. Par son soutien à la Chine, Berlin convoite également l'obtention d'une base navale chinoise. Pour les stratèges allemands, il est inconcevable que le démantèlement en cours de la Chine ne profite qu'au Japon ou aux autres puissances traditionnelles déjà établies dans la région. En conformité à ces intérêts, au 6 mars 1895, le ministre des Affaires étrangères charge l'ambassadeur von Gutschmid de transmettre un «conseil amical» à Tokyo l'enjoignant à faire preuve de modération quant aux termes exigés à la Chine; faute de quoi, une intervention des puissances européennes est à prévoir. Quelque deux semaines plus tard, un télégramme informe Saint-Pétersbourg que Berlin est disposé à coopérer avec la Russie si celle-ci décide d'intervenir dans le règlement du conflit sino-japonais; une assurance qui invitera bientôt la Russie à former la coalition tripartite.⁸ À Paris, l'intérêt pour le conflit en cours est plutôt dissipé, bien que le Quai d'Orsay soit conscient qu'il faille honorer ses alliances. Aussi dans le cas où Saint-Pétersbourg déciderait de contester la validité du traité de Shimonoseki, Paris n'aurait d'autre choix que d'offrir son soutien en vertu de l'alliance de 1894.

⁸ Frank W. Iklé, «The Triple Intervention. Japan's Lesson in the Diplomacy of Imperialism», *Monumenta Nipponica*, numéros 1-2, 1967, p.125.

Pièce maîtresse de la coalition tripartite, la Russie a maintes raisons d'appuyer la Chine. Sur le plan stratégique défensif, il importe de se protéger contre les nouvelles positions de Tokyo et ses futures ambitions. Dès le mois de mars, donc quelques semaines avant la fin des hostilités, le comte Cassini, le ministre russe des affaires chinoises, affirme que concéder au Japon des territoires comme Taiwan ou la péninsule du Liaodong, c'est offrir le pouvoir économique et politique qui fera du Japon la seule nation influente en Chine. Sur le plan offensif, certains officiers de la marine russe convoitent l'obtention de nouvelles installations navales. Puisque leurs aspirations à obtenir un port opérationnel à l'année ne peuvent être comblées en Corée du fait de la grandissante présence japonaise, ils suggèrent avec insistance que les côtes de la mer Jaune soient à leur disposition. Enfin, l'opposition au traité s'explique aussi par des raisons économiques. Pour Sergei Witte, ministre des finances et grand architecte de la «pénétration pacifique» en Extrême-Orient, il est primordial que l'empereur Nicholas II sécurise les nouvelles acquisitions régionales et assure la réussite de ses autres ambitions, dont l'achèvement du Transsibérien et son prolongement en Mandchourie méridionale (sur la péninsule du Liaodong), de même qu'une percée en territoire coréen.⁹

Pour contrer le rappel diplomatique, le recours à la force militaire semble une option peu réaliste pour le Japon. Certes, la performance militaire des forces armées impériales réjouit les autorités politiques et confirme que la politique nipponne possède dorénavant un nouvel instrument efficace. Cependant, il ne peut être négligé que la victoire fut acquise contre une puissance qui répond plus aux standards dépassés propres à l'Asie qu'aux normes de modernité et de performance en vigueur en Europe; de surcroît, la Chine est à l'époque une puissance en déclin. S'il était choisi la résistance à la coalition tripartite, les forces japonaises auraient à affronter des armées européennes modernes et surtout des armées coalisées. Du coup, les chances de succès seraient moindres. Qui plus est, il semble que la

⁹ David Schimmelpennick van der Oye, *Toward the Rising Sun. Russian Ideologies of Empire and the Path to War with Japan*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2006, p.123-128.

coalition en construction soit déterminée à faire reculer le Japon. Du moins, au regard des effectifs navals mobilisés dans la région force est de convenir de la résolution dont fait preuve la coalition à obtenir gain de cause. Dès mars, la Russie transfère son escadre de la Méditerranée vers l'Asie et quelque trente nouveaux navires sont réaffectés à la flotte du Pacifique stationnée à Vladivostok. Le 8 mai, treize navires russes et sept bâtiments appartenant au Royaume-Uni, à l'Allemagne, à la France, aux États-Unis et à l'Italie mouillent dans la baie de Yantai pour assister à l'échange du traité.¹⁰ Au demeurant, l'enjeu semble risqué à l'excès pour Tokyo puisqu'une intervention militaire tripartite réussie obligerait vraisemblablement Tokyo non seulement à renoncer à l'exploitation du Liaodong, mais aussi à abandonner l'ensemble des concessions prévues dans le traité de Shimonoseki. Somme toute, le jeu n'en vaut peut-être pas la chandelle.

Dépourvu de l'option militaire, Tokyo s'en remet, sans trop d'espoir, à l'approche diplomatique. Afin de contrer la menace tripartite, le ministre des Affaires étrangères Mutsu sollicite l'appui de la Grande-Bretagne, des États-Unis et l'Italie. Alors que Londres entend respecter la stricte neutralité, Washington et Rome n'ont pas l'intention d'offrir leurs bons offices à la faveur du Japon.¹¹ Devant ces vains efforts, Tokyo tente la négociation avec les puissances tripartites en proposant la rétrocession du territoire de la péninsule du Liaodong, mais en conservant la base navale de Port Arthur; une proposition sans lendemain.¹² Privé d'alternatives sérieuses, Tokyo doit donc consentir à l'abandon de la clause du Liaodong. À Tokyo, c'est la consternation chez les politiciens, et dans les rues de nombreuses manifestations se tiennent.

Les années qui suivent immédiatement le rappel diplomatique ajoutent l'insulte à la frustration. Au grand dam des autorités japonaises, leur renonciation au sujet de la

¹⁰ S.C.M. Paine, «The Triple Intervention and the Termination of the First Sino-Japanese War», dans Bruce A. Elleman et S.C.M. Paine (dir.), *Naval Coalition Warfare*, New York, Routledge, 2008, p.78.

¹¹ Takeuchi, *War and Diplomacy in the Japanese Empire*, p.117.

¹² Iklé, «The Triple Intervention», p.128.

péninsule du Liaodong n'influence aucunement le comportement des autres nations. Au contraire, les grandes puissances européennes formulent une succession de requêtes à la Chine qui viennent remodeler l'environnement asiatique. Réclamant récompense pour leur appui offert à Beijing, les puissances européennes prennent finalement part au dépècement de la Chine. La France est la première à réclamer son dû alors qu'une entente intervient dès juin 1895 au sujet des provinces méridionales : Yunnan, Guangxi et Guangdong. À l'automne 1897 et l'hiver 1898, l'Allemagne obtient d'importants droits sur la péninsule du Shandong avec, entre autres, l'exploitation du port de Qingdao de même que des concessions sur le chemin de fer et les mines de la région.

Ce sont surtout les bénéfices consentis à la Russie qui provoquent l'ire de Tokyo. D'abord, dès juillet 1895, Saint-Pétersbourg (appuyé par Paris) s'assure d'un rapprochement avec la Chine en lui concédant un prêt financier assumant les 2/5 des indemnités à verser au Japon, à un taux d'intérêt étonnamment faible de 4%. En janvier 1896, les efforts aboutissent à la fondation de la banque russo-chinoise, un instrument privilégié du ministre Witte pour réaliser sa «pénétration pacifique». D'autres ententes autorisent le prolongement du transsibérien dans la section nord de la Mandchourie (ce qui réduit le trajet vers Vladivostok de plus de 500 kilomètres) et la construction d'un tronçon sud au travers la péninsule du Liaodong en direction de Port-Arthur (un projet financé par la banque russo-chinoise). Ces concessions ferroviaires font de la Russie la plus importante puissance étrangère en sol chinois avec quelque 1500 kilomètres de voies, par comparaison à 460 km pour la France et 35 km pour le Royaume-Uni.¹³ En mai 1896, un traité défensif sino-russe est signé qui prévoit une aide mutuelle advenant une attaque japonaise. Le cas échéant, la Chine convient de mettre ses ports à la disposition de la marine russe. Prétextant de l'arrivée de la marine allemande à Qingdao à l'automne 1897, Saint-Pétersbourg dépêche à Port-Arthur une partie de sa flotte du Pacifique, supposément à la demande des autorités chinoises. Rapidement, il devient évident

¹³ Schimmelpennick van der Oye, *Toward the Rising Sun*, p.133-138.

aux yeux des responsables chinois que la présence d'urgence des Russes va laisser place à une occupation permanente des installations. En mars 1898, Saint-Pétersbourg devient locataire de la péninsule du Liaodong selon un bail de vingt-cinq ans, ce qui comprend la construction et l'exploitation du chemin de fer, et l'utilisation de la contestée base navale de Port Arthur!¹⁴

Un phénomène similaire est observable sur la péninsule coréenne, bien qu'à un degré différent. Dès la fin des années 1890, certaines puissances profitent des faiblesses du régime pour obtenir de Séoul des concessions économiques (exploitation des richesses naturelles et du chemin de fer) et stratégiques, comme les installations navales. Grands bénéficiaires des largesses des autorités coréennes, les États-Unis se voient octroyer les concessions les plus lucratives. La Russie, quant à elle, a des visées sur des installations stratégiques dans la section sud de la Corée. Installée en Mandchourie méridionale depuis 1898, elle prend prétexte de la rébellion des Boxers en Chine pour d'abord renforcer sa position militaire sur la péninsule du Liaodong, puis pour traquer les rebelles qui ont trouvé refuge au sud du fleuve Yalu, en Corée.¹⁵ Dans les deux cas, l'accentuation de la présence russe vient en compétition directe avec les prétentions japonaises. Face à ce qui est perçu comme de l'expansionnisme, certains à Tokyo dénoncent l'entente de Shimonoseki qui fait peu pour défendre les intérêts nippons; une aberration puisque, rappelons-le, Shimonoseki reconnaît légalement les droits japonais en Corée. L'affront est d'autant plus sérieux que Saint-Pétersbourg refuse catégoriquement d'admettre la position japonaise en Corée et fait la sourde oreille aux propositions de neutralisation de la péninsule.

En dépit de ces nombreux et graves revers, Tokyo ne s'avoue pas vaincu; il s'affaire plutôt à planifier sa riposte. Sur le front militaire, un programme de modernisation navale de dix ans est inauguré en 1896 avec entre autres pour fonds

¹⁴ Schimmelpennick van der Oye, *Toward the Rising Sun*, p.143-156.

¹⁵ Kim, «Russo-Japanese Rivalry over Korean Buffer», p.632-633.

d'investissement les indemnités de guerre chinoises. Sur le plan diplomatique, Tokyo trouve en Londres un partenaire de choix intéressé à limiter le pouvoir russe. D'ailleurs dès le lendemain de la triple intervention, l'adjoint au ministre des Affaires étrangères, Hayashi Tadasu, avait identifié la Grande-Bretagne comme le seul véritable allié.¹⁶ En janvier 1902, le traité d'alliance reconnaît à l'article premier les intérêts en Chine et en Corée, de même que le droit de les sauvegarder s'ils sont menacés par l'action agressive d'une autre puissance ou par des troubles nés en Chine. Le deuxième article stipule pour sa part que si l'une des parties «est impliquée dans une guerre avec une autre puissance, l'autre Partie contractante gardera une stricte neutralité et emploiera ses efforts à empêcher les autres puissances de se joindre aux hostilités de son allié.» En d'autres termes, l'alliance semble profiter à Tokyo sur tous les plans : défensivement, elle assure la protection des intérêts japonais, tandis qu'offensivement elle écarte les risques d'une nouvelle intervention tripartite. Au *Foreign Office* britannique le secrétaire Lansdowne, le signataire de l'entente, n'est pas dupe des manœuvres japonaises, lui qui confie au roi Édouard VII que l'alliance offre au Japon l'occasion d'en finir avec sa grande rivale d'Extrême-Orient; et ce, sans le risque d'intervention d'une coalition européenne.¹⁷ Bref, c'est une alliance sur laquelle peut s'édifier la revanche.

La guerre sino-japonaise et ses résultats démontrent que, sans un contexte diplomatique favorable, la victoire militaire signifie peu. Bien que la Chine ait convenu à sa défaite par un traité en bonne et due forme, c'est la communauté internationale (la tierce partie) qui a manœuvré afin que le Japon ne puisse jouir de sa victoire. Pis encore, la guerre de 1894-1895 suggère que le sort diplomatique malheureux d'une victoire militaire peut constituer les bases pour une nouvelle

¹⁶ Murashima Shigeru, «The Opening of the Twentieth Century and the Anglo-Japanese Alliance, 1895-1923», dans Ian Nish et Yoichi Kibata, *The History of Anglo Japanese Relations 1600-2000*, volume I: *The Political-Diplomatic Dimension, 1600-1930*, New York, St.Martin's Press, 2000, p.160.

¹⁷ Lansdowne dans Ian Nish, «The First Anglo-Japanese Alliance Treaty», dans *Anglo-Japanese Alliance*, Londres, Suntory and Toyota Centres for Economics and Related Disciplines, 2002 (Discussion Paper IS/2/432), p.13.

guerre. «The basic lesson, conclut Iklé, had been that only might makes right, and that national survival and salvation could only be obtained through military strength and aggressive nationalism.»¹⁸ Les autorités gouvernementales lancent une vigoureuse campagne nationale sur le thème : «Acceptons l’humiliation maintenant, la revanche viendra plus tard».¹⁹ De fait, il ne faut attendre que dix ans avant que Tokyo tente sa revanche. Lors de la conférence impériale du 4 février 1904, les responsables japonais décident de la déclaration de guerre contre la Russie, le trouble-fête de 1895. Le cas de la guerre sino-japonaise est d’autant intéressant que les tentatives de venger cette humiliation vont conduire Tokyo à mener une politique de défense plus affirmée qui inquiètera rapidement certains acteurs extrarégionaux de la scène Asie-Pacifique.

La guerre russo-japonaise (1904-1905) et les accords de Portsmouth

Aux premiers jours de janvier 1904, la marine impériale japonaise attaque la flotte russe de Port Arthur, un mois avant la déclaration de guerre officielle. En dépit de cet acte irrespectueux des normes, Tokyo ne reçoit aucune condamnation internationale. Au contraire, la communauté internationale témoigne de sa sympathie envers le Japon, seul Paris exprimait des reproches. De toute façon, était-il évalué, la Russie devait être punie pour avoir refusé de retirer ses troupes de Mandchourie à la fin du mandat d’occupation en 1902 après la révolte des Boxers.²⁰ C’est donc fort de son alliance avec Londres et avec un certain appui de l’étranger que le Japon entre cette fois en guerre en 1904; un appui qui pouvait lui laisser croire qu’il pourrait tirer légitimement profit d’une éventuelle victoire sur la Russie.

¹⁸ Iklé, «The Triple Intervention», p.129.

¹⁹ Yoji Koda, «The Russo-Japanese War. Primary Causes of Japanese Success», *Naval War College Review*, printemps 2005, p.16.

²⁰ Joel E. Hamby, «Striking the Balance: Strategy and Force in the Russo-Japanese War», *Armed Forces & Society*, printemps 2004, p.341.

À Saint-Pétersbourg, les officiers russes sont persuadés qu'ils s'engagent dans une guerre de type colonial, à l'issue aussi facile que rapide. Le plan de guerre du ministre Kuropatkin s'oriente autour d'une certitude : la profondeur du théâtre d'opération constituera un guêpier pour les forces japonaises qui s'y engageront. Le Japon ne saura éviter le sort de la Grande Armée de Napoléon, quelque cent ans plus tôt. Pourtant, il apparaît évident que l'Extrême-Orient présente des conditions fort différentes de celles de l'Europe. D'abord, si le théâtre d'opération est à distance considérable du Japon et constitue ainsi une complication pour les manœuvres de Tokyo, notamment au plan de la logistique, il est incontestable que cette réalité accable davantage les armées russes. Déployer, puis approvisionner les armées russes en Asie constitue un véritable casse-tête alors que l'entreprise repose principalement sur l'utilisation du chemin de fer transsibérien long de quelque 8000 kilomètres et construit sur un système à voie simple. Par ailleurs, contrairement à la population russe d'Europe qui eut recours à la guerre irrégulière pour protéger la nation contre les forces de Napoléon, il serait bien improbable de voir la population locale de Mandchourie, par exemple, résister à l'agresseur japonais au nom du tsar.²¹ Dans le domaine naval, la situation n'est guère meilleure avec la flotte de Vladivostok qui n'est opérationnelle que 8 mois par année (en raison des glaces) et la flotte de Port Arthur susceptible de par son emplacement de subir un blocus dès les premiers jours de guerre. Au demeurant, il faudra peu de temps avant que le Japon ne prenne le contrôle de l'espace maritime. En dépit de ces conditions peu favorables, Saint-Pétersbourg néglige l'opposant japonais alors que les services de renseignement se méprennent quant aux intentions du Japon et à la force terrestre et navale que représente celui-ci.²² La stratégie japonaise repose quant à elle sur deux composantes : la rapide mise en œuvre d'un contrôle de l'espace maritime,

²¹ David Schimmelpenninck van der Oye, «The Russo-Japanese War», dans Frederick W. Kagan et Robin Higham (dir.), *The Military History of Tsarist Russia*, New York, Palgrave, 2002, p.188.

²² Bruce W. Menning, «Miscalculating One's Enemies: Russian Military Intelligence before the Russo-Japanese War», *War in History*, avril 2006, p.141-170.

puis une offensive puissante et soutenue sur les positions terrestres russes de Mandchourie, notamment à partir de la Corée.

En février, les troupes de la Première Armée du Général Kuroki Tametomo débarquent à Chemulpo (Inchon) près de Séoul. Surpris, les Russes laissent les manœuvres s'opérer librement. Sur terre, la progression se déroule sans complication tandis que le ravitaillement des quelque 40 000 hommes est assuré par la maîtrise des eaux régionales pratiquée par la flotte de l'Amiral Togo. Dès la fin avril, l'ensemble de la Première Armée est massée sur la rive sud du fleuve Yalu et en mai l'offensive en Mandchourie est lancée près de Antung contre la faible résistance russe du Lieutenant-Général Zasloukh, assurée par 20 000 soldats à peine. Presque simultanément, la Deuxième Armée du Général Yasukata Oku se saisit du port de Pitzuwo, dans la section sud de la péninsule du Liaodong. En l'espace de quelques mois, les forces de trois armées japonaises (les Première et Deuxième auxquelles s'ajoute la Quatrième du Général Nozu Michitsura) convergent et progressent vers le nord alors que les positions russes tombent successivement. En août, la ville de Liaoyang est prise après 10 jours de résistance acharnée et au coût de 17 000 victimes russes et 23 000 Japonais, puis Sha-Ho est abandonnée par les Russes. Dès lors la route est ouverte pour l'épique bataille de Moukden en janvier-février 1905 où s'affrontent 300 000 Japonais et 200 000 Russes.²³ L'attaque contre les positions de Port Arthur à l'automne-hiver 1904-1905 est tout aussi épique.

Sur mer, c'est la bataille de Tsushima qui scelle l'issue de la guerre. Au mois d'octobre 1904, devant les déconvenues que rencontre son Armée et la fragilité de ses flottes régionales de Port-Arthur et Vladivostok, Saint-Pétersbourg dépêche en Asie sa flotte de la Baltique, fleuron de la marine russe. Dans son autobiographie, le Grand-Duc Alexander Mikhailovich suggère que c'est pour une question d'honneur

²³ Pour la description voir, entre autres, le chapitre 3 de Robert M. Citino, *Quest for Decisive Victory. From Stalemate to Blitzkrieg in Europe 1899-1940*, Lawrence, University Press of Kansas, 2009, p.65-99; et, Richard Connaughton, *Rising Sun and Tumbling Bear. Russia's War with Japan*, Londres, Cassell, 2003.

seulement que l'amiral Rozhstvensky accepte l'idée d'engager sa flotte dans une aventure aussi douteuse. Il semble même qu'aucun responsable russe (dont le tsar Nicholas II lui-même) n'ait sérieusement cru aux chances de victoire contre l'Amiral Togo.²⁴ Néanmoins, l'aventure devait être tentée comme tactique de dernier recours. Après avoir complété un trajet de 7 mois, long de plus de 25 000 kilomètres et parsemé d'embûches logistiques, la flotte de Rozhstvensky débouche finalement dans le détroit de Tsushima le 27 mai 1905. En quelques heures seulement, la flotte est annihilée perdant au combat 34 de ses 38 navires; la marine impériale nipponne ne déplorant pour sa part que 3 navires coulés.²⁵ La victoire sur mer prouve bien que, après une décennie de modernisation navale, la bataille décisive est à portée de main et que la marine impériale est maintenant en mesure de contrer l'influence occidentale.²⁶

Les performances militaires japonaises contre les armées russes laissent présager un traité de paix généreux. D'autant, rappelons-le, que Tokyo compte au début des hostilités sur l'appui de quelques grandes puissances. Par contre, certains observateurs s'inquiètent des victoires militaires sur terre obtenues de façon décisive. Ainsi est-ce le cas du président américain Théodore Roosevelt qui confie dès juin 1904 au Britannique Cecil Spring-Rice : «The Japs interest me and I like them. I am perfectly well aware that if they win out it may possibly mean a struggle between them and us in the future.»²⁷ En se référant à la logique de la balance du pouvoir, Roosevelt appréhende les effets que pourrait avoir une victoire militaire à sens unique. Aux yeux du président américain, une telle victoire conférerait à Tokyo un pouvoir exceptionnel dans la région tandis que les autres puissances extrarégionales devraient accorder à l'Asie un intérêt distrait en raison de leur

²⁴ Dans Christopher C. Lovett, «The Russian/Soviet Navy, 1900-1945», dans Robin Higham et Frederick W. Kagan (dir.), *The Military History of the Soviet Union*, New York, Palgrave, 2010, p.175.

²⁵ David C. Evans et Mark R. Peattie, *Kaigun. Strategy, Tactics, and Technology in the Imperial Japanese Navy 1887-1941*, Annapolis, Naval Institute Press, 1997, p.124.

²⁶ Darrell H. Zemitis, «Japanese Naval Transformation and the Battle of Tsushima», *Military Review*, novembre-décembre 2004, p.75.

²⁷ Dans Henry J. Hendrix II, «An Unlikely Location», *Naval History*, août 2005, p.38.

préoccupation globale, dont la sécurité en Europe. L'inquiétude est telle que Roosevelt suggère qu'il pourrait être à l'avantage des autres nations que la guerre se prolonge, avec pour effet que le Japon et la Russie s'épuisent mutuellement.²⁸ Appréhendant que le Japon soit «intoxiqué par la victoire», Roosevelt avertit Koneko Kentaro, l'envoyé spécial auprès du président, que «ethically it seems that Japan owes a duty to the world at this crisis».²⁹ C'est bien en partie cette crainte de voir le Japon profiter de sa domination quasi-totale sur la Russie pour imposer une paix sévère qui convainc Roosevelt d'offrir ses services de médiation aux parties belligérantes.

Après avoir proposé, puis refusé de se croiser à Paris, La Haye et Washington, les parties se rencontrent finalement à Portsmouth (New Hampshire) à l'été 1905. Pendant quelques semaines Sergei Witte s'affaira à concéder le minimum alors que son homologue Komura Jutarō tentera de racheter l'humiliation de 1895. Par le traité de paix du 5 septembre, la Russie se résigne à la défaite. Elle reconnaît les droits politiques, militaires et économiques du Japon en sol coréen; cède la section sud de l'île de Sakhaline; et, abandonne au Japon la péninsule du Liaodong et le réseau de chemin de fer en Mandchourie méridionale. De même, les deux parties acceptent de retirer leurs troupes de Mandchourie. À première vue, donc, Portsmouth semble tout à l'avantage de Tokyo. Pourtant, au Japon c'est la désolation, et encore une fois les manifestants investissent les rues de la capitale en protestation contre l'incapacité du gouvernement à obtenir des indemnités de guerre et des compensations territoriales.

Certes, plusieurs des points prioritaires inscrits à l'agenda du ministre des Affaires étrangères Komura ont été concédés et inclus dans l'entente. Cela dit, parmi les points qui figuraient au cahier de demandes japonais, certains n'ont été que partiellement atteints tandis que d'autres furent carrément rejetés. Ainsi, alors que

²⁸ Greg Russell, «Theodore Roosevelt's Diplomacy and the Quest for Great Power Equilibrium in Asia», *Presidential Studies Quarterly*, septembre 2008, p.443-444.

²⁹ Russell, «Theodore Roosevelt's Diplomacy», p.447, 451.

la délégation japonaise convoite un groupe d'îles russes autour du Japon, elle ne parvient à obtenir que la section sud de l'île de Sakhaline, laquelle fut pourtant entièrement conquise dans les derniers jours de la guerre, en juillet 1905. Notons que c'est sous la médiation de Roosevelt qu'est proposée la division de l'île; une preuve, aux yeux de certains, que la présidence américaine entend maintenir une présence russe dans la région comme un contrepoids au pouvoir du Japon.³⁰ Plus encore, le Japon a échoué dans ses tentatives de recevoir des indemnités; et ce, bien qu'il ait fait valoir au président américain Roosevelt que plusieurs cas précédents fort similaires se sont réglés avec une compensation financière versée au vainqueur³¹. Pour réponse, Roosevelt rappelle la grande magnanimité des États-Unis face à l'Espagne en 1898 et prévient qu'une obstination japonaise aurait pour effet de s'aliéner la sympathie des États-Unis et d'autres nations.³² Enfin, rien n'est convenu au sujet de la limitation de la puissance navale russe en Extrême-Orient, notamment la démilitarisation des installations de Vladivostok, ni aucune concession au sujet des droits de pêche n'est faite.³³ Au regard de ces résultats, le *New York Times* conclut que contre toute attente la Russie a brillamment réussi à tirer son épingle du jeu : «A nation hopelessly beaten in every battle of the war, one army captured and the other overwhelmingly routed, with a navy swept from the seas, dictated her own terms to the victory.»³⁴ À Tokyo aussi on ne manque pas de relever l'incongruité et rapidement certains considèrent que Portsmouth doit être associé à une «seconde intervention tripartite».

³⁰ Tal Tovy et Sharon Halevi, «America's First Cold War. The Emergence of a New Rivalry», dans Rotem Kowner (dir.), *The Impact of the Russo-Japanese War*, New York, Routledge, 2007, p.140.

³¹ Shoji Mitarai, «The Road to the Portsmouth Peace Treaty: The Reluctance of European Nations to Act as Mediators», Sapporo, Sapporo University, 2005, p.7-8.

³² Takahashi Fumio, «The First War Plan Orange and the First Imperial Japanese Defense Policy: An Interpretation from the Geopolitical Strategic Perspective», *National Institute for Defense Studies Security Reports*, numéro 5, mars 2004, p.94.

³³ Tosh Minohara, «Consequences of the Russo-Japanese War in East Asia: The Portsmouth Conference and the Establishment of a New World Order», *Issues & Insights*, avril 2007, p.96.

³⁴ Dans Connaughton, *Rising Sun and Tumbling Bear*, p.344.

Plus encore, il semble que le Japon éprouve des doutes et de la difficulté à exploiter pleinement les concessions obtenues à Portsmouth. Alors que l'Armée impériale propose une occupation militaire des territoires nouvellement acquis, une pénétration plus en profondeur du territoire chinois et une pure annexion de la Mandchourie, les autorités politiques se font sensibles aux avertissements britanniques et américains quant à la réalisation de visées japonaises trop ambitieuses.³⁵ Si Tokyo accepte de réfréner les ambitions des militaires en Manchourie, c'est par contre sans ambages que Washington pénètre financièrement les sphères d'influence japonaises dans la section méridionale de la province chinoise entre 1905 et 1911, ce qui n'est pas sans irriter les autorités nipponnes.³⁶

Sur le plan diplomatique, les lendemains de Portsmouth confirment que Tokyo ne possède pas la marge de manœuvre du vainqueur «absolu». Certaines ententes indiquent plutôt que Tokyo doit accepter des concessions et pratiquer la réserve quant à ses visées régionales. Ainsi les accords qui sont convenus en marge avec les Américains servent de délimitations aux espaces de manœuvre de Tokyo plus qu'elles n'incarnent la force nouvelle d'une puissance reconnue. Signé en juillet 1905, soit deux mois avant le traité de Portsmouth, le mémorandum entre William Taft et Katsura Taro atteste de la volonté américaine de contenir les ambitions japonaises. En échange de la reconnaissance par Washington des droits japonais en Corée (une concession qui sera officialisée par le traité de Portsmouth), Tokyo renonce à convoiter les possessions américaines des Philippines. À un degré moindre, l'entente Root-Takahira de 1908 indique que Washington s'inquiète des ambitions japonaises et qu'il souhaite au minimum assurer le statu quo dans la région. En dépit de son aspect anodin – et même bienveillant, pourraient soutenir d'aucuns – l'entente de 1908 trahit la logique qui figure derrière l'approche duale pratiquée par Washington face au Japon à cette époque. D'une part, Washington

³⁵ Minohara, «Consequences of the Russo-Japanese War in East Asia», p.96-97.

³⁶ Frederick R. Dickinson, *War and National Reinvention. Japan and the Great War, 1914-1919*, Cambridge, Harvard University Asia Center, 1999, p.43.

accepte de convenir des ententes négociées afin de protéger le statu quo – le temps nécessaire pour construire la force de dissuasion et de riposte. D'autre part, Washington fait montre de sa détermination à protéger ses possessions du Pacifique par des démonstrations de forces militaires (comme les exercices navals et la construction des installations sur Pearl Harbor) ou des feintes diplomatiques (comme celle imaginant une coalition anglo-américaine).³⁷ C'est bien dans cette perspective qu'il faut comprendre l'entente de 1908: une mesure diplomatique momentanée et temporaire (à défaut d'autres moyens) pour contenir les ambitions japonaises – et non comme une concession faite au Japon. Sans référence au contexte dans lequel prennent place les deux ententes, leur contenu peut apparaître de peu d'intérêt. Par contre, comme nous le verrons plus bas, ces ententes viennent accompagner du côté américain de dispositions militaires susceptibles soit d'en assurer l'application à la lettre, soit au besoin de forcer la redéfinition des termes.

Sur la scène diplomatique toujours, Tokyo s'affaire aussi à se construire un système d'alliances qui lui permettrait d'exploiter sans obstacle les fruits de sa victoire tout en même temps qu'il lui octroierait le titre de partenaire diplomatique de valeur. Après que Taft eut indiqué à Katsura que Washington n'a aucune intention de rompre avec sa tradition diplomatique isolationniste et que du coup la proposition d'édifier une alliance tripartite avec Londres n'aura pas de suite³⁸, Tokyo consacre dès lors ses énergies à préserver sa relation avec Londres. Or, il est certain que Londres tentera d'éviter que l'alliance lui cause les maux de têtes que lui a occasionné son partenariat avec le Japon lors de la guerre de 1904-1905; le gouvernement britannique ayant été pris à l'époque entre ses obligations de soutien au Japon et son désir de rapprochement avec Moscou pour s'assurer d'une sécurité

³⁷ Chōi Jeong-soo, «The Russo-Japanese War and the Root-Takahira Agreement», *International Journal of Korean History*, février 2005, p.145.

³⁸ Raymond A. Esthus, «The Taft-Katsura Agreement – Reality or Myth?», *Journal of Modern History*, mars 1959, p.47.

en Europe.³⁹ En août 1905, l'entente de 1902 est remplacée avec des stipulations nouvelles qui redéfinissent le soutien qu'entend offrir Londres à Tokyo. Ainsi au préambule, il est maintenant question de la consolidation et du maintien de la paix générale dans les régions d'Asie orientale et des Indes, ce qui suggère que des tentatives de modification de l'environnement comme celles de 1904 sont exclues de l'entente. Aussi, notons que l'article II précise que l'engagement de l'une des parties n'est prévu que suite à une agression non provoquée. Concrètement, Londres resterait à l'écart si la mise en œuvre des ambitions de Tokyo entraînait la réaction de puissances régionales. D'ailleurs, dès le mois de septembre, Lansdowne informe Français et Russes des termes de l'entente en prenant soin de préciser à Saint-Pétersbourg que la nouvelle alliance constitue un moyen efficace contre les intentions agressives du Japon et , qui plus est, que Londres souhaite un rapprochement avec la Russie.⁴⁰ En dépit de ces réajustements qui témoignent d'un certain détachement de la part du Royaume-Uni, la révision du traité se fait, somme toute, sans trop d'anicroches.

Les négociations au sujet de la reconduction de l'alliance en 1911 se déroulent moins aisément. D'une part, Londres entretient de sérieuses suspicions devant l'annexion formelle de la Corée à l'empire japonais en 1910 – une annexion qui n'était que formalité certes, mais dont le processus de conclusion fut mené en secret par Tokyo. D'autre part, le Japon se retrouve à cette époque dans une position pour le moins incongrue. Selon toute vraisemblance et suivant les scénarios imaginés dans les politiques de défense impériale, les risques d'une confrontation militaire avec Washington sont de plus en plus présents. C'est d'ailleurs pour y faire face que Tokyo convoite le renouvellement de son alliance avec Londres. Or, depuis quelques années en raison des inquiétantes complications européennes, le Royaume-Uni ne peut se permettre une distraction asiatique, surtout si celle-ci

³⁹ Keith Neilson, «“A Dangerous Game of American Poker”»: The Russo-Japanese War and British Policy», *The Journal of Strategic Studies*, mars 1989, p.81.

⁴⁰ Murashima. «The Opening of the Twentieth Century and the Anglo-Japanese Alliance, 1895-1923», dans Nish et Yoichi, *The History of Anglo Japanese Relations*, p.174.

risque de compromettre ses relations avec Washington.⁴¹ Plus encore, avec cette tension ravivée entre Washington et Tokyo depuis 1908, Londres redoute de se retrouver à devoir choisir entre ses partenaires. Pour éviter ce dilemme aussi douloureux que plausible, il est proposé que l’alliance contienne cette fois une clause d’exclusion, réservé au partenaire américain; une stipulation quant à la non-participation britannique dans le cas d’une guerre nippo-américaine.⁴² Bref, le Japon conserve sa relation avec Londres mais au sein d’une alliance dépourvue de signification militaire.

Dans le domaine de la sécurité, les accords de Portsmouth sont suivis d’actions entreprises par Washington qui témoignent également que les Américains n’entendent pas laisser à Tokyo les capacités militaires pour exploiter à plein les concessions de 1905 ni à fortiori la possibilité d’outrepasser ce qui lui a été cédé. Les signatures sont à peine apposées à l’entente de Portsmouth que Washington entreprend quelques réformes militaires afin d’améliorer sa position stratégique dans le Pacifique. En grande partie, les contingences régionales imaginées et les mesures envisagées pour leur faire face sont contenues dans le plan de guerre Orange révisé de 1907.⁴³ Devant la menace que pose la marine japonaise, il est proposé que deux mesures soient mises en œuvre afin d’améliorer la position américaine : l’institutionnalisation de la Flotte du Pacifique (ou Asiatique) en 1907, composée entre autres des classes de navires les plus performants de l’époque, comme les cuirassés; puis en 1908, l’abandon de la modernisation des installations navales à Subic Bay (Philippines) au profit de la base navale de Pearl Harbor dans

⁴¹ David Steeds, «The Anglo-Japanese Alliance and American Hegemony», dans *Studies in the Anglo-Japanese Alliance (1902-1922)*, Londres, Suntory and Toyota Centres for Economics and Related Disciplines, 2003 (Discussion Paper IS/03/443), p.31.

⁴² Ayako Hotta-Lister, «The Anglo-Japanese Alliance of 1911», dans *Anglo-Japanese Alliance*, Londres, Suntory and Toyota Centres for Economics and Related Disciplines, 2002 (Discussion Paper IS/02/432), p.32; Evans et Peattie, *Kaigun. Strategy, Tactics, and Technology*, p.186.

⁴³ Richard W. Turk, «Defending the New Empire, 1900-1914», dans Kenneth J. Hagan (dir.), *In Peace and War. Interpretations of American Naval History, 1775-1978*, Westport, Greenwood Press, 1978, p.192-198.

l'archipel hawaïen. Il importe ici de noter que, contrairement à ce que pourraient laisser croire les apparences, ce dernier choix ne s'explique pas par le désir de Washington d'éviter l'irritation japonaise qu'aurait pu provoquer l'établissement d'une base navale américaine à proximité de l'archipel japonais. Le choix est plutôt conditionné par une logique stratégique. Parce qu'ils sont proches du Japon, les postes de Manille, mais aussi de Guam, sont vulnérables aux attaques japonaises. En revanche, la base de Pearl Harbor occupe une position géographique idéale : si elle figure à l'extérieur du rayon d'action des navires japonais, l'éloignement n'empêche pas pour autant la US Navy de patrouiller efficacement les eaux régionales.⁴⁴ Autrement dit, Pearl Harbor fut choisie non pas pour satisfaire Tokyo mais plutôt pour contraindre le Japon. En complément, ajoutons que la *Great White Fleet* effectue le tour du monde de décembre 1907 à février 1909 avec pour objectif, en ce qui regarde sa visite dans le Pacifique, de convaincre Tokyo qu'une guerre navale contre les États-Unis serait futile.

Devant les dispositions américaines, Tokyo n'est pas en reste dans le domaine de la sécurité. Dès 1906, le «guide opérationnel» de l'Armée impériale annonce son intention de renverser son schème fondamental de la défensive vers l'offensive. Pour sa part, la marine assure que pour la réalisation de l'offensive de l'Armée elle établira une suprématie navale. Plus spécifiquement, la Politique de défense nationale impériale d'avril 1907 identifie les États-Unis comme un ennemi potentiel sérieux, deuxième derrière la Russie.⁴⁵

Globalement, le traité de Portsmouth représente une nouvelle déception pour Tokyo puisqu'il ne réussit pas pleinement à corriger la situation humiliante qu'avait créée le règlement de Shimonoseki. Plutôt que d'offrir les fruits de la revanche contre la Russie, il sème les germes d'un futur conflit en posant, selon l'historien White, les bases de l'expansionnisme nippon; une autre preuve que victoire militaire

⁴⁴ Edward S. Miller, *War Plan Orange. The U.S. Strategy to Defeat Japan, 1897-1945*, Annapolis, Naval Institute Press, 2007, p.32.

⁴⁵ Takahashi, «The First War Plan Orange and the First Imperial Japanese Defense Policy», p.101.

ne rime pas nécessairement avec paix stable, même si le vaincu a avoué sa défaite et consenti aux conséquences de celle-ci. «If there is any single thought that this discussion of the Portsmouth settlement emphasizes, is that the term «peace» cannot be practically conceived of as a static condition. The terms Japan obtained in the Portsmouth treaty were, accordingly, not a blueprint for a fixed pattern of relationship, but the foundation stones she might use to create a new order more congenial to herself.»⁴⁶ L'accord de Portsmouth et ses suites supposent étrangement aussi un rapprochement nippo-russe (comme en font foi les deux accords de juillet 1907 : l'un public sur le respect de l'intégrité territoriale de la Chine; l'autre secret sur le partage négocié de la Mandchourie) et à l'inverse le début d'un sérieux différend nippo-américain. Ironiquement, les manœuvres américaines visant à empêcher l'exploitation des fruits de ces ententes nippo-britanniques auront plutôt pour effet de souder la nouvelle alliance en 1910.⁴⁷

La Première Guerre mondiale et le traité de Versailles

Théoriquement, le déclenchement de la Première Guerre mondiale libère le Japon des contraintes des traités précédents et lui permet la réalisation de ses ambitions territoriales. Selon les mots de l'influent politicien de l'empire Inoue Kaoru, la Grande Guerre prend les allures d'une «aide divine».⁴⁸ Si Tokyo hésite entre Berlin et Londres, le désir de revanche contre l'Allemagne et sa participation à l'intervention tripartite de 1895 favorise l'allié britannique.⁴⁹ Inquiet des ambitions du Japon, Paris propose sans succès une entente selon laquelle advenant un état de guerre en Asie Tokyo renoncerait à envahir l'Indochine française.⁵⁰ En dépit des incessantes demandes britanniques à l'effet de conserver la neutralité de la région,

⁴⁶ John A. White, «Portsmouth 1905: Peace or Truce?», *Journal of Peace Research*, volume 6, numéro 4, 1969, p.363.

⁴⁷ Peter Berton, *Russo-Japanese Relations, 1905-1917*, New York, Routledge, 2012, p.2-5.

⁴⁸ Inoue dans Dickinson, *War and National Reinvention*, p.80.

⁴⁹ Takeuchi, *War and Diplomacy in the Japanese Empire*, p.170.

⁵⁰ Berton, *Russo-Japanese Relations, 1905-1917*, p.10.

le Japon annonce son intention de participer à la guerre le 8 août 1914. Après que Tokyo ait à quelques reprises donné l'assurance aux Britanniques comme aux Américains qu'il n'a nullement l'intention de profiter de l'état de guerre pour procéder à une expansion territoriale, Washington se permet tout de même de rappeler les limites de l'engagement japonais. Ainsi une note du département d'État, en date du 19 août 1914, remarque – avec une certaine satisfaction ironique et une pointe de pression – que Tokyo promet de restaurer à la Chine les territoires conquis aux mains de l'Allemagne et que si une action devait être entreprise contre la Chine Tokyo s'assurera de respecter l'entente Root-Takahira.⁵¹ En d'autres termes, la participation japonaise à la guerre sera encadrée et délimitée par Washington et Londres; du moins c'est ce qui était souhaité.

Deux considérations fondamentales guident la participation du Japon à la guerre : la préservation de ses alliances et la réalisation de ses ambitions territoriales. Une brève analyse de trois événements importants suffira à démontrer que la seconde considération a eu indiscutablement préséance sur la première. En premier lieu, les projets d'expansion en Chine sont manifestes dès les premiers jours de guerre et ne se limitent pas aux possessions allemandes. Le jour même de l'annonce de son intention de participer à la guerre, le ministre des Affaires étrangères Kato Komei informe Londres que le Japon n'a pas l'intention de restreindre ses activités à la destruction de la flotte allemande dans les eaux chinoises⁵². De l'avis de son successeur au MAE, Satô Takaaki, le déclenchement de la Première Guerre en Europe offre une occasion unique au Japon de réaliser ses ambitions continentales; et en ce sens, la prise de contrôle du Shandong allemand au début des hostilités devrait permettre l'extension des intérêts japonais en Chine.⁵³ À n'en pas douter, la

⁵¹ Note rapportée dans Ernest R. May, «American Policy and Japan's Entrance into World War I», *Mississippi Valley Historical Review*, numéro 2, 1953, p.289.

⁵² Takeuchi, *War and Diplomacy in the Japanese Empire*, p.171.

⁵³ J. Charles Schencking, «Bureaucratic Politics, Military Budgets and Japan's Southern Advance: The Imperial Navy's Seizure of German Micronesia in the First World War», *War in History*, juillet 1998, p.308.

présentation des «vingt-et-une demandes» à la Chine en janvier 1915 (et éventuellement leur acception forcée en mai) atteste que Tokyo s’embarrasse bien peu des critiques provenant de son allié britannique et de ses autres partenaires, notamment les États-Unis. Selon ces «demandes» Beijing doit transférer les droits allemands au Japon, céder de nouveaux droits au Japon en Mandchourie et en Mongolie intérieure puis consentir à n’offrir aucune concession à une tierce puissance sur ses ports et ses îles côtières.⁵⁴ En d’autres termes, Tokyo compte profiter de l’absence momentanée des puissances européennes pour faire de la Chine une possession principalement japonaise et tourner le dos au principe de la porte ouverte si cher aux Américains et en partie partagé par quelques puissances européennes. D’ailleurs, le Pacifique n’échappe pas aux aspirations japonaises alors que les îles allemandes de Micronésie sont saisies en novembre 1914 bien qu’il n’en ait jamais été mention dans l’ultimatum envoyé à Berlin le 15 août.⁵⁵ Notons que si l’expansion continentale bouscule les plans européens, les prétentions dans le Pacifique visent pour leur part à offrir une solide assise à la marine impériale pour bientôt défaire sa principale ennemie, la US Navy; une menace que l’attaché militaire américain à Tokyo ne manque pas de communiquer au président Wilson.⁵⁶

En second lieu, le débat au sujet de la présence japonaise dans la Méditerranée, au début de l’année 1917, témoigne pour sa part du manque d’implication militaire du Japon auprès de ses alliés. Ce n’est que sur insistance britannique que Tokyo consent finalement à affecter à la mer Méditerranée une escadre de sa marine, composée de 15 navires seulement. Qui plus est, il apparaît que ce déploiement des forces a peu à voir avec la coopération et le soutien militaire. De l’avis du contre-amiral Saneyuki Akiyama, la mission serait plutôt une occasion pour améliorer la compréhension des nouvelles techniques et technologies navales. Surtout, le cabinet japonais négocie sa participation à l’effort de guerre contre la promesse

⁵⁴ Dickinson, *War and National Reinvention*, p.85-86, 285-286.

⁵⁵ Schencking, «Bureaucratic Politics, Military Budgets and Japan’s Southern Advance», p.321.

⁵⁶ Schencking, «Bureaucratic Politics, Military Budgets and Japan’s Southern Advance», p.324.

britannique de reconnaître la légitimité de l'acquisition japonaise des anciennes propriétés allemandes.⁵⁷

Enfin, l'expédition sibérienne de l'hiver 1917-1918 démontre l'étendue des ambitions territoriales du Japon et comment il a l'intention de les réaliser. Suite à la révolution bolchevique, les Alliés tentent de préserver les installations d'Extrême-Orient (dont Vladivostok) et une expédition interalliée est organisée à cette fin. Si au début, il est convenu que chaque participant engagera 7 000 hommes, le Japon déploiera plutôt dix fois plus de soldats, soit 70 000 militaires. Puis devant le retrait des autres contingents alliés, Tokyo en profite pour élargir ses opérations à la région côtière incluant Sakhaline, corrigeant du coup la vexation de Portsmouth. Ajoutée aux « vingt-unes demandes » de 1915, l'expédition sibérienne ne fait rien pour améliorer l'image du Japon aux yeux des Américains.⁵⁸

En raison des divergences marquées entre le Japon et ses partenaires quant aux buts de guerre et aux contributions militaires lors des campagnes, il était à envisager que la bonne entente entre alliés ne puisse survivre aux négociations de paix. Au regard de la différence des buts de guerre américains et japonais, certains s'interrogent au Japon sur l'avenir des relations nippon-américaines après la fin des hostilités. Par exemple, le professeur Suehiro suggère dès l'automne 1916 que ces relations puissent être à l'image de celles qui existaient à l'orée de la Grande Guerre entre Londres et Berlin.⁵⁹ Quant aux relations Tokyo-Londres, elles ne sont guère meilleures alors que certains influents politiciens, comme Greene le diplomate britannique à Tokyo, qualifient l'attitude japonaise pendant la guerre d'hésitante, arrogante, hypocrite et égoïste.⁶⁰ Soulignons à ce sujet que Tokyo fut sensible aux

⁵⁷ Ian Nish, «Japan, 1914-1918», dans Allan R. Millett et Williamson Murray (dir.), *Military Effectiveness*, Volume 1 *The First World War*, New York, Cambridge University Press, 2010, p.237-238.

⁵⁸ Shusuke Takahara, «America's Withdrawal from Siberia and Japan-US Relations», *The Japanese Journal of American Studies*, numéro 24, 2013, p.97-98.

⁵⁹ Suehiro Shigeo dans Dickinson, *War and National Reinvention*, p.155.

⁶⁰ Ira Klein, «Whitehall, Washington, and the Anglo-Japanese Alliance, 1919-1921», *Pacific Historical Review*, novembre 1972, p.470.

intenses offensives diplomatiques de paix de Berlin qui avaient pour base de négociation la reconnaissance allemande des prétentions japonaises en Asie. Bien conscient des contraintes que Londres faisait peser sur les ambitions japonaises et escomptant jouer de ses conversations avec Berlin pour amener ses alliés à lui concéder une plus grande latitude en Asie, Tokyo s'est bien assuré que Londres et Washington soient au parfum des offres allemandes.⁶¹

Peu de temps après la signature de l'armistice de Rethondes en novembre 1918, Konoe Fumimaro (le futur premier ministre du temps de la Seconde Guerre mondiale) publie, en vu des négociations de paix, un essai qui dénonce la construction d'une paix dominée par les Britanniques et les Américains qui prônerait le statu quo; une charge en bonne et due forme menée contre l'impérialisme idéaliste et méprisant anglo-américain qui ne laisse place qu'aux puissances traditionnelles et brime l'ascension des nations jugées d'envergure moyenne. Immédiatement, ces propos sont traduits en anglais dans le *Herald of Asia* de Shanghai⁶², ce qui n'est pas pour améliorer la relation entre alliés. En préparation à la rencontre de Versailles, Konoe parvient à convaincre Saionji Kimmochi de l'inclure au sein de la délégation. Bien qu'il ne soit pas intégré au cercle influent aux côtés de Saionji (un cercle qui ne compte que cinq membres), mais plutôt au sein de la délégation élargie à une soixantaine de représentants, sa présence marque tout de même l'état d'esprit qui régnait : «...the risks of peace loomed larger than the benefits», résume Dickinson. S'il advenait que la délégation japonaise revienne bredouille de Versailles, il faudrait s'attendre à des manifestations populaires de mécontentement, un douloureux souvenir de 1895 et 1905.⁶³ Or les résultats des négociations de Paris seront encore plus décevants pour Tokyo puisque cette fois le Japon se retrouve non seulement du côté vainqueur mais aussi au sein d'une

⁶¹ Frank W. Iklé, «Japanese-German Peace Negotiations during World War I», *American Historical Review*, octobre 1965, p.65.

⁶² Miwa Kimitada, «Japanese Opinions on Woodrow Wilson in War and Peace», *Monumenta Nipponica*, nos.3-4, 1967, p.382.

⁶³ Dickinson, *War and National Reinvention*, p.226.

coalition; une condition qui pouvait laisser entrevoir qu'on lui concède sans trop d'hésitation son plein droit aux tributs de guerre.

À leur plus simple expression les objectifs de la délégation japonaise à Paris s'orientent autour de deux thèmes: la reconnaissance des acquisitions territoriales et le principe de l'égalité raciale. Dans le premier cas, il s'agit de confirmer les nouvelles acquisitions territoriales du Shandong et des îles de la Micronésie, puis d'assurer la validité des «vingt-et-une demandes» de 1915, ce qui autoriserait une éventuelle percée en territoire chinois. Dans le second, l'obtention de l'égalité raciale mettrait enfin un terme à l'histoire de l'humiliation japonaise en plus de justifier les demandes au sujet de nouvelles acquisitions.

Comme ce fut fréquemment le cas au cours des récentes expériences diplomatiques japonaises, les ambitions de Tokyo se buttent aux concepts fondamentaux mis de l'avant par ses alliés. À Versailles, Tokyo est confronté au concept de la «porte ouverte» élaborée par le secrétaire d'État américain John Hay en 1898. À la base, il est certain que l'admission du principe de l'égalité des opportunités économiques pour toutes les nations intéressées à la Chine aura pour effet de contrecarrer explicitement les aspirations japonaises et de reléguer aux oubliettes les permissions prévues par les «vingt-et-une demandes». Pis encore, le principe américain semble être un régime à deux vitesses. Au cours des discussions, la délégation japonaise peine à comprendre comment le respect de ce principe peut tout à la fois justifier certaines politiques et proscrire d'autres ambitions. Après tout, la France n'est-elle pas installée dans le sud de la Chine, Londres dans la vallée du Yangzi et la Russie en Mandchourie, en Mongolie et au Xinjiang, sans compter que l'Allemagne était aussi jusqu'à tout récemment présente au Shandong? À ce compte, pourquoi les prétentions japonaises sur le continent chinois devraient-elles être jugées impertinentes et déplacées? La porte ouverte n'a-t-elle donc pour objectif que de brimer le Japon?

Diverses raisons amèneront pourtant les alliés à concéder des permissions exceptionnelles au Japon et à ainsi s'éloigner d'une application stricte de la porte ouverte. En ce sens, il est clair que les minces concessions faites au Japon s'expliquent par la certitude du président Wilson que si rien n'est fait pour assurer la participation du Japon à la Société des nations (SDN), Tokyo se sentira libre de tout engagement et entreprendra ce qu'il veut en Extrême-Orient sans contrainte. Pour éviter ce scénario, le système des mandats est retenu à Versailles: selon cette disposition, les anciennes propriétés allemandes passent sous tutelle SDN avec un mandataire désigné. Ainsi, les îles de la Micronésie (Mariannes, Carolines et Marshall) seront pour un temps administrées par le Japon au nom de la SDN; un moindre mal pour le président Wilson qui confiait craindre que, sans une telle mesure, le Japon fortifie ces îles et les utilise comme bases navales sur le parcours américain Hawaï-Philippines.⁶⁴ Il est aussi à considérer que le compromis américain représente un moyen afin de convaincre Tokyo d'abandonner sa demande portant sur l'égalité raciale.⁶⁵

À n'en pas douter, c'est bien plus que l'obtention des droits sur les territoires nouvellement acquis qui est l'enjeu à Versailles; c'est la reconnaissance du Japon à titre de puissance dont il est question: «... whereas London and Paris were engaged in a struggle for national survival, Tokyo was absorbed in a battle for national identity».⁶⁶ Or l'identité nationale ne peut s'édifier que dans la mesure où l'égalité raciale est reconnue. Si la rencontre de Versailles s'offre comme la tribune rêvée, en raison de l'idéalisme wilsonien qui l'imprègne, pour faire la promotion de cette idée, rapidement les délégués japonais constatent que les autres participants sont peu disposés à épouser la cause. Aux yeux des Britanniques, une telle reconnaissance aurait des conséquences dramatiques pour le système impérial en offrant aux

⁶⁴ Noriko Kawamura, «Wilsonian Idealism and Japanese Claims at the Paris Peace Conference», *Pacific Historical Review*, novembre 1997, p.517.

⁶⁵ Kristofer Allerfeldt, «Wilsonian Pragmatism? Woodrow Wilson, Japanese Immigration, and the Paris Peace Conference», *Diplomacy & Statecraft*, volume 15, numéro 3, 2004, p.565.

⁶⁶ Dickinson, *War and National Reinvention*, p.157.

Japonais le même statut de colonisateurs que celui des Européens et surtout mettrait en péril tout le concept sur lequel repose son Empire.⁶⁷ Pour leur part, les dominions britanniques du Pacifique (et au premier chef l’Australie) ne peuvent se résigner à accepter ce principe et à l’enchâsser dans la convention de la Société des nations puisqu’une telle admission aurait pour conséquence de rendre plus délicat l’adoption et l’application d’une politique de restriction de l’immigration en provenance du Japon. Cette même crainte de voir la côte ouest américaine sujette à une vague d’immigration massive conduit Washington à refuser l’adoption de la clause d’égalité raciale soumise par le vicomte Makino Nobuaki. Au vote du mois d’avril 1919, 11 délégués sur 18 votent en faveur de l’inclusion de la clause à la convention de la SDN. En dépit de ce vote majoritaire, la clause ne sera jamais incluse à la convention de la SDN; les membres préférant plutôt se ranger derrière Wilson qui soutient qu’une mesure de cette importance requiert absolument l’unanimité.⁶⁸

À Tokyo, on juge que l’opposition de Wilson aux demandes élémentaires et fondamentales japonaises représente une nouvelle tentative des puissances occidentales de bloquer l’ascension du Japon au titre de puissance régionale : «[the Japanese] view Wilsonian universal internationalism simply as hypocritical rhetoric that hindered the advancement of their country.»⁶⁹ Entre autres, les responsables japonais ne peuvent s’expliquer l’obstination qu’ont les Américains à s’objecter au principe de l’égalité raciale; une preuve accablante du mépris américain. Pour une énième fois, Tokyo s’est prêté au jeu de la diplomatie pour qu’on lui reconnaisse ce à quoi il estimait que sa victoire lui donne droit. Or à Versailles encore, la déception fut grande; non seulement pour les nationalistes conservateurs, mais aussi pour les libéraux. De résumer Margaret Macmillan: «Liberal, internationally minded Japanese

⁶⁷ Allerfeldt, «Wilsonian Pragmatism?», p.547.

⁶⁸ Allerfeldt, «Wilsonian Pragmatism?», p.564. L’opposition de Wilson au projet s’explique en partie par son souci d’assurer le vote pro-ségrégationniste des démocrates du Sud pour atteindre au sénat la majorité des deux-tiers nécessaire à la ratification du traité.

⁶⁹ Kawamura, «Wilsonian Idealism and Japanese Claims», p.526.

were dismayed. They had played the game, they had shown themselves ready to participate in the international community, and yet they were still treated as inferiors.»⁷⁰ Au vu de ses résultats, Versailles est une preuve supplémentaire aux yeux des Japonais que le facteur premier dans les relations internationales demeure la puissance.⁷¹ Tant et aussi longtemps que la communauté internationale refusera à Tokyo le statut de puissance, le Japon continuera de subir l'humiliation.

Pourtant, il apparaît que Tokyo a su d'une certaine façon tirer son épingle du jeu. Car en dépit de la détermination annoncée par Wilson que jamais les États-Unis ne seraient disposés à reconnaître la validité des traités signés par Tokyo durant la Première Guerre mondiale (entendre les «vingt-et-une demandes») et, plus encore, qu'ils se constitueraient comme le principal obstacle pour empêcher que les possessions allemandes deviennent propriétés japonaises, le traité de Versailles consent à la reconnaissance de certains droits japonais. Déçu et inquiet de la vacuité du traité, Wilson témoigne de sa sympathie à l'égard de la Chine et prophétise que les plus graves dangers pour le monde pourraient naître dans le Pacifique.⁷² Il faudra peu de temps cependant avant que Washington ne corrige la situation laissée en plan par Versailles et, du coup, peu de temps aussi avant que Tokyo ne constate que la «générosité de Versailles» n'était que passagère.

La conférence de Washington, 1921-1922

Peu de temps après la signature du traité de Versailles, les Américains entreprennent de remodeler l'ordre en Asie-Pacifique et de pallier aux silences de Versailles sur des questions pourtant capitales.

⁷⁰ Margaret Macmillan, *Paris 1919. Six Months that Changed the World*, New York, Random House, 2003, p.320.

⁷¹ Miwa, «Japanese Opinions on Woodrow Wilson», p.387.

⁷² Kawamura, «Wilsonian Idealism and Japanese Claims», p.523.

Nombreuses sont les compétitions navales qui justifient la rencontre des grandes puissances à la fin de la Première Guerre mondiale; et de celles-ci, la rivalité anglo-américaine, bien que surprenante de la part d’alliés proches, n’est pas la moindre. D’un côté, Londres espère et travaille à préserver son statut de Reine des mers; d’un autre, Washington entend lui ravir le commerce maritime. Dans le pire des scénarios, évaluent les stratèges américains, Londres trouverait en Tokyo un partenaire disponible pour torpiller les plans américains. À un degré moindre, Paris et Rome se sont également engagés dans une compétition avec un programme naval autour de navires de classe inférieure, mais tout de même ambitieux. Pour toutes ces raisons, les puissances ont donc intérêt à se prêter aux discussions, avant que leurs ambitions ne dégénèrent en conflit. Si l’existence et l’influence de ces rivalités multiples pouvaient appeler à la préservation des programmes navals, l’austérité économique qui fait suite à la guerre et qui affecte toutes les puissances rend improbable la réalisation des plans de consolidation ou d’expansion navale.

Bien qu’officiellement la conférence de Washington (de novembre 1921 à février 1922) s’adresse à toutes les puissances intéressées à la question du Pacifique, il apparaît clair que les États-Unis accordent un intérêt particulier à contrer les ambitions de Tokyo. Concrètement, la rencontre de Washington peut servir de tribune pour discuter de cette question et éventuellement pour mettre en échec les plans d’actions japonais. Ainsi un rapport préparatoire du *General Board* de la US Navy de septembre 1921 soutient que le Japon aspire à une domination commerciale et politique dans la région, de même qu’à la prépondérance navale. Pour réaliser ses objectifs, poursuit le rapport, Tokyo mise sur le renouvellement de son alliance avec Londres.⁷³ Dans le domaine militaire, le récent programme de développement 8 + 8 qui prévoit, entre autres, la mise à l’eau d’un véritable monstre naval de 47 500 tonnes, armés de canons de 18 pouces (par comparaison,

⁷³ Gerald E. Wheeler, «The United States Navy and the Japanese “Enemy”: 1919-1931», *Military Affairs*, été 1957, p.62.

la US Navy compte sur un navire de 32 500 tonnes, armé de canons de 16 pouces) paraît catastrophique.⁷⁴

Au Japon, on n'est pas sans ignorer les suspicions américaines. Deux mois avant la tenue de la conférence, le premier ministre Hara Takashi soutient publiquement que son pays est justifié d'entreprendre ce qui est vital pour son existence économique afin de réaliser son destin national; aucune nation n'a le droit de forcer un autre pays à commettre un suicide national, prévient-il. En revanche, Tokyo est bien conscient de la situation fragile dans laquelle sa politique de sécurité se construit depuis quelque temps. D'abord, en dépit des programmes militaires ambitieux et des pressions exercées par les militaires en uniforme, les autorités politiques ne peuvent faire abstraction des sérieuses contraintes budgétaires. Sur le plan diplomatique, les négociations en vue de la reconduction du traité avec Londres qui vient à terme en automne 1921 ne présagent rien de bon. À tout prendre, il semble évident pour Londres qu'un rapprochement avec Washington est préférable à une consolidation de sa relation avec Tokyo. Et la décision prise en 1921 par l'Amirauté britannique de retenir Singapour pour établir sa flotte orientale n'a rien de rassurant et constitue un sérieux indice que Londres n'entend pas assister passivement à l'expansion nipponne.⁷⁵

En préparation à la conférence, le secrétaire d'État américain Charles Evans Hughes rassure la délégation japonaise qu'il n'est pas dans l'intention des États-Unis «to drive Japan into a corner». Afin de s'assurer que Washington et son allié britannique ne puissent obtenir de Tokyo qu'il renonce à ses sphères d'influence en Mandchourie et en Mongolie intérieure, la délégation japonaise ébauche une contre-offensive secrète. Dans le cas où des concessions unilatérales seraient

⁷⁴ Lisle A. Rose, *Power at Sea. Volume II : The Breaking Storm, 1919-1945*, Columbia, University of Missouri Press, 2007, p.17.

⁷⁵ Ultimentement et ironiquement, en respect des conventions de Washington et afin de ne pas nuire à la construction de la relation de confiance avec son partenaire américain, Londres abandonnera son projet de Singapour en 1924. Philip Towle, «Force Disarmament in the 1920s and After», *The Journal of Strategic Studies*, avril 2006, p.332.

exigées, les délégués japonais proposeraient que la conférence aborde plus largement les enjeux de la région du Pacifique, notamment le statut des Philippines et de Hawaii, voire la neutralisation du canal de Panama.⁷⁶

Malgré l'emploi de ce stratagème, les trois traités signés à Washington démontrent l'incapacité de Tokyo à défendre efficacement ses intérêts, puisqu'il concède davantage qu'il ne reçoit. Par le traité des 4 puissances (États-Unis, Japon, Royaume-Uni et France), les signataires conviennent de se consulter dans le cas d'un litige au sujet de leurs propriétés insulaires avant que celui-ci ne dégénère en conflit militaire. Plus qu'une simple convention au sujet d'un mécanisme de discussion entre les signataires, ce traité vient remplacer l'alliance nippo-britannique. Assurément, il s'agit là d'un recul diplomatique pour Tokyo puisque le renouvellement de l'entente avec Londres (qui est arrivée à terme à l'automne 1921) figurait en tête de liste des objectifs de la délégation japonaise. L'alliance bilatérale renouvelée aurait permis à Tokyo d'échapper au spectre de l'isolement et aurait amené Londres à prendre en considération les intérêts japonais lors des négociations de Washington, et à les appuyer le cas échéant. Malheureusement pour Tokyo, les circonstances sont défavorables au renouvellement. D'une part, Washington a la ferme intention de mettre un terme à l'alliance; et, Hughes y consacre l'énergie nécessaire d'ailleurs. D'autre part, incapable de faire cohabiter son alliance avec le Japon et son amitié avec les États-Unis, Londres travaille à élaborer une entente tripartite. Le succès diplomatique américain est incontestable puisque Tokyo doit se résoudre à joindre un système multipartite. Non seulement Tokyo perd-il de ce fait son unicité et le luxe de la complicité avec un partenaire unique, il joint aussi un régime qui a pour conséquence (sinon pour objectif) de constituer un frein à ses ambitions. De conclure Klein: «The accord reached at

⁷⁶ Sadao Asada, «Japan's "Special Interests" and the Washington Conference, 1921-22», *American Historical Review*, octobre 1961, p.63-64.

Washington, then, can be viewed as a bizarre anomaly, a brilliant coup, or a Machiavellian maneuver to isolate Japan.»⁷⁷

Le traité des 5 puissances a pour objectif de contrôler la militarisation de la région et de diminuer les risques de guerre conséquents. Principalement, le traité aborde la question de la course aux armements navals. Point de contention entre Tokyo et Washington (et accessoirement pour Londres) depuis la fin du 19^e siècle, le développement naval a pris une dimension nouvelle avec la fin de la Première Guerre mondiale. D'un côté, le Japon cherche à éviter le retour dans la région des puissances extrarégionales et aspire établir une prépondérance navale; de l'autre, les États-Unis semblent attirer par la perspective de devenir la seule puissance naviguant sur deux océans. Suivant la formule 5; 5; 3, le Japon est autorisé à posséder une marine équivalant à 60% du poids des marines américaine et britannique. Si sur papier, l'offre paraît généreuse, il faut savoir que depuis 1907 la politique impériale de défense établit que les chances de succès de la marine japonaise reposent plutôt sur un ratio de 7 contre 10 (soit 70%) – ou 3,5 selon la formule.⁷⁸ Ce sont les études faites sur les «leçons objectives» de la Première Guerre mondiale qui établit ce ratio nécessaire à la puissance en défensive. Bien qu'elle paraisse mineure, la différence entre 60% et 70% équivaut à la différence entre la défaite et la victoire.⁷⁹ Manifestement, la proposition américaine a pour objectif de limiter le pouvoir japonais. En dépit des efforts de l'officier de la marine Kato Kanji, membre de la délégation technique, aucun compromis n'est accepté. Toujours dans la perspective de contrôler la militarisation, le traité interdit l'augmentation et la modernisation des infrastructures militaires sur les îles du Pacifique. À n'en pas douter, la proposition américaine avait en mire les îles de Micronésie dont le Japon avait obtenu la gestion à titre de mandataire de la SDN par

⁷⁷ Klein, «Whitehall, Washington, and the Anglo-Japanese Alliance», p.461.

⁷⁸ Sadao Asada, *From Mahan to Pearl Harbor. The Imperial Japanese Navy and the United States*, Annapolis, Naval Institute Press, 2006, p.48.

⁷⁹ Sadao Asada, «The Revolt against the Washington Treaty. The Imperial Japanese Navy and Naval Limitation, 1921-1927», *Naval War College Review*, été 1993, p.83.

le traité de Versailles. Positionnés au milieu du trajet reliant les bases américaines des Philippines et celles de Hawaï, les ex-archipels allemands posaient un grave problème de sécurité à la flotte Pacifique de la US Navy. Fidèle à sa stratégie d'une contre-offensive secrète visant à préserver ses droits sur les îles en question, la délégation japonaise tente d'obtenir que l'interdiction de modernisation des infrastructures s'étende à la vaste région du Pacifique et comprenne l'archipel hawaïen. Malheureusement, Tokyo ne peut faire valoir son point tandis que les prescriptions de l'entente finale se limitent au Pacifique occidental, en excluant à l'article XIX certaines possessions américaines (entre autres, la zone du canal de Panama et l'archipel de Hawaï) et les pays du Commonwealth britannique. Notons qu'aucune exception du genre n'est accordée au Japon. Quant à la question du ratio au sujet des flottes nationales, certains évaluaient qu'à la base le simple fait de négocier constituait une violation au principe de l'égalité entre les nations, et donc une non-reconnaissance du statut du Japon.

Enfin, le traité des 9 puissances pose clairement le principe de l'intégrité territoriale de la Chine : aucune partie ne sera à l'avenir autorisée à dépecer la Chine et à établir sur son territoire des zones d'influence exclusives; l'égalité des opportunités économiques est reconnue pour toutes les nations intéressées à la Chine. Alors même que l'entente est signée, l'ambassadeur Shidehara fait parvenir une note aux responsables américains selon laquelle Tokyo maintient son droit de réserve quant à sa liberté d'action en Mandchourie – une précision qui porte en son sein une contravention à la nature même du traité. Or, comme le souligne l'historien Asada, l'avenir démontrera que Tokyo observera les termes du traité des 9 puissances aussi longtemps qu'il ne sentira pas nécessaire de s'en remettre à son droit de réserve, soit une période d'environ 10 ans.⁸⁰ Pour les Japonais, le traité représente un autre exemple du compromis ambigu dans la tradition de l'entente Root-Takahira; à la seule différence que cette fois, le principe de la porte ouverte est inscrit à l'intérieur

⁸⁰ Asada, «Japan's "Special Interests"», p.70.

d'un traité multilatéral.⁸¹ En marge de la conférence et en complément à celle-ci, les discussions au sujet de la province du Shandong aboutissent finalement en février 1922 à une entente qui prévoit la rétrocession à la Chine. Dans ce dossier encore, Tokyo dut abandonner ses prétentions, notamment celle à propos de la propriété du chemin de fer provincial; une concession faite dans le but d'améliorer son image et ses relations avec les États-Unis.⁸²

À terme, les traités de Washington ont échoué à régler durablement les problèmes du Pacifique. Par contre, pour le gouvernement américain l'objectif est atteint : l'alliance nippo-britannique est résiliée; plus encore, la coopération de Londres à contenir le Japon a été obtenue. D'ailleurs, certains experts navals britanniques de l'époque font remarquer que le traité des 5 puissances n'affaiblit pas la présence américaine dans la région puisque Londres est appelé à protéger les intérêts américains dans le Pacifique occidental.⁸³ Pour ce qui est du Pacifique central, des ajustements sont rapidement apportés. Moins d'un an après la signature des accords, la US Navy entreprend une réorganisation de ses flottes, en affectant à la section du Pacifique douze battleships modernes, ce qui en fait la principale force de frappe de la US Navy. Le plan de guerre Orange de 1924 élabore le concept d'une guerre offensive navale dont l'objectif serait la construction d'une force dans le Pacifique occidental supérieure à celle du Japon. Pour sa part, le nouveau plan de guerre de 1926 établit que les États-Unis devraient prendre contrôle des îles Marshall, Mariannes et Carolines afin d'y établir des bases qui permettraient de maintenir la ligne de communication.⁸⁴ En d'autres termes, dès le milieu des années 1920 Washington envisage contrevenir au traité des 5 puissances en s'appropriant les possessions japonaises de Micronésie.

⁸¹ Sadao Asada, «Between the Old Diplomacy and the New, 1918-1922: The Washington System and the Origins of Japanese-American Rapprochement», *Diplomatic History*, avril 2006, p.225.

⁸² Noel Pugach, «American Friendship for China and the Shantung Question at the Washington Conference», *Journal of American History*, juin 1977, p.85.

⁸³ Klein, «Whitehall, Washington, and the Anglo-Japanese Alliance», p.482.

⁸⁴ Louis Morton, «War Plan Orange. Evolution of a Strategy», *World Politics*, janvier 1959, p.227-233.

Du côté japonais aussi les stratèges travaillent à trouver des solutions afin de contourner les traités ou de se préparer à un conflit contre les États-Unis. Et c'est bien en vain que Kato Tomosaburo, le chef de la délégation à Washington et futur premier ministre en 1923, s'efforce d'incorporer dans la nouvelle Politique de défense impériale (PDI) les prescriptions prévues par les traités de Washington. Œuvre des officiers de la marine Kato Kanji et Suetsugu Nobumasa, tous deux réputés pour leur virulente opposition au compromis de Washington, la PDI de 1923 identifie plutôt les États-Unis comme l'ennemi hypothétique numéro un dans une guerre que l'on qualifie d'inévitable et justifiée.⁸⁵ Y est élaborée aussi la doctrine «gros navires, gros canons» qui réitère la nécessité de posséder une marine équivalant à 70% du poids de la US Navy. Dans les domaines des opérations et de la tactique, la PDI recommande un plan à trois phases : la conquête des possessions américaines du Pacifique occidental, la diminution des unités navales américaines venues en renfort du Pacifique central et finalement l'expulsion des Américains du Pacifique.⁸⁶ Au vu de ces précisions, il apparaît à peine exagéré de soutenir que l'attaque de Pearl Harbor de décembre 1941 est annoncée dès 1923. Une confession de Kato Kanji témoigne bien de la frustration de la Marine : «As far as I am concerned, war with America starts now. We'll get our revenge over this, by God!»⁸⁷

Conclusion

Au bout du compte, il est convenu que la déception de Tokyo doit être immense si l'on prend pour acquis que derrière la mise en œuvre de l'impérialisme japonais se trouvent – outre la nécessité ou le désir d'acquérir des territoires – la quête de l'identité nationale, la reconnaissance internationale du Japon comme une grande puissance et surtout l'atteinte de l'égalité raciale. En ce sens aussi précis que

⁸⁵ Evans et Peattie, *Kaigun. Strategy, Tactics, and Technology*, p.197-200.

⁸⁶ Emily O. Goldman, *Sunken Treaties. Naval Arms Control Between the Wars*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1994, p.181-184.

⁸⁷ Asada, «The Revolt against the Washington Treaty», p.88.

fondamental, les victoires militaires ont su peu faire pour assurer la réalisation des aspirations de la nation.

Certes, au premier coup d'œil, certaines ententes peuvent laisser croire que le Japon a su se faire reconnaître son «dû». Le traité de Shimonoseki ne lui concède-t-il pas Taiwan et la Corée? Celui de Portsmouth une partie de Sakhaline et des droits en Manchourie? Et aux lendemains de Versailles, Tokyo ne récupère-t-il pas le mandat sur les îles de Micronésie. À ce compte, les vaincus furent «généreux»! À y regarder de plus près cependant, ces «ententes favorables» sont systématiquement accompagnées de mesures visant à limiter les concessions faites à Tokyo. Or, ici, les responsables de cette entreprise outrageante ne sont pas les vaincus, mais bien des puissances non impliquées dans la guerre et étrangères à l'affaire. Qui plus est, dans certains cas, celles qui s'efforcent de restreindre les bénéfices japonais sont des nations pourtant partenaires de Tokyo. Si le Japon a prévalu en guerre, malheureusement il a échoué à profiter de sa victoire.

L'ultime ironie pour le Japon est de constater que ce ne sont pas ses nombreuses victoires militaires qui lui ont offert la consécration de sa puissance sur la scène internationale et le respect conséquent des autres nations influentes, mais plutôt sa catastrophique défaite de la Seconde Guerre mondiale. Tandis que Tokyo figurait du «bon côté» dans les guerres de la première moitié du 20^e siècle, soit à titre d'allié soit à titre de partenaire par procuration, jamais il ne fut en mesure de recevoir la gratitude ou la reconnaissance auxquelles il estimait avoir droit de la part de ses partenaires et alliés. Par un étrange retour des choses, c'est l'ennemi acharné d'hier qui lui offre ces bienfaits en devenant son fidèle protecteur et allié. Dès la fin des années 1940, Washington travaille ainsi à réintégrer le Japon dans le concert des nations au sein d'un système d'alliance américain, à le réhabiliter et à reconstruire la puissance japonaise sur un autre modèle certes, mais non moins redoutable en

termes d'efficacité.⁸⁸ Si Tokyo dut renoncer à beaucoup de ses prétentions et ambitions après ses victoires, il a pu étonnamment exploiter une défaite à l'avenir prometteur.

⁸⁸ Voir Dominic Roy, *La mutation stratégique du Japon 1945-2010. Succès et mérites de l'approche adaptative*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010.